

Extrait du site UGTG.org

url :Ã <http://ugtg.org/spip.php?article2122>

Lettre de l'UGTG aux participants au meeting du 19 mai Ã la Bourse du travail

- La Centrale UGTG -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : mercredi 21 mai 2014

Mis Ã jour le : mercredi 21 mai 2014

UGTG.org

Au Comité International Contre la Répression,

Aux Organisations ouvrières et démocratiques,

Aux Participants au meeting du 19 mai à la Bourse du Travail

Chers Camarades, Chers Amis,

Ces derniers mois, la Guadeloupe est présentée comme un pays de sauvages où les faits divers font la une de l'actualité. Derrière ces clichés, la réalité est tout autre. La Guadeloupe souffre, les Guadeloupéens souffrent et particulièrement les jeunes.

[-] Plus de 30% de la population active est au chômage ;

[-] Le revenu annuel net imposable moyen est inférieur de 7000 euros à celui de la France ;

[-] Plus de 60% des jeunes de 16-25 ans est sans emploi ;

[-] Le scandale des marchés publics exécutés par des travailleurs exploités venus d'ailleurs alors que les compétences guadeloupéennes existent sur place ;

[-] Plus de la moitié des guadeloupéens est touchée par la misère, la précarité, l'exclusion ;

[-] Plus de 5000 familles « survivent » grâce à l'aide alimentaire ;

[-] 23% de la population totale, soit 93000 personnes, sont des bénéficiaires ou des ayants droits du RSA ;

[-] la dilapidation des terres agricoles au profit de la spéculation immobilière ;

[-] L'empoisonnement de nos terres et de nos âtres à la chlordane et autres pesticides ;

[-] Plus de 1300 jeunes sortent du circuit scolaire, chaque année, sans formation, ni qualification ou diplôme ;

[-] L'illettrisme qui touche plus de 25 % de la population guadeloupéenne ;

[-] Une jeunesse en détresse qui n'a comme seule voie d'avenir que les déviances sociales ;

[-] Une morbidité générale caractérisée par des maladies chroniques non contagieuses et évitables (diabète, insuffisance rénale chronique, hypertension artérielle, asthme, insuffisance cardiaque chronique) autant d'affections liées principalement au mode de vie, à la mauvaise nutrition, à la précarité,

Lettre de l'UGTG aux participants au meeting du 19 mai à la Bourse du travail

à la pauvreté et à la sédentarité, à Eurosi ;

[-] La mort programmée de la production agricole, de l'agro transformation, de la petite industrie et de l'artisanat par la mise en œuvre du projet de port en eau profonde ;

[-] La gestion scandaleuse de la ressource en eau sous la mainmise des multinationales en complicité avec les élus et cela au mépris des intérêts, du droit à la santé et des conditions de vie du Peuple de Guadeloupe ;

[-] L'escroquerie des lois et décret LUREL sur les prix des marchandises et le prix des carburants qui ont légalisé la **profiteuse** des importateurs distributeurs et des compagnies pétrolières sur nous, Guadeloupéens ;

[-] Les garanties sociales sont mises à mal, le code du travail n'est pas respecté. On peut citer en exemple le conflit actuel qui nous oppose à la multinationale TOTAL.

Le 10 Mars 2014, Jocelyn PINARD, ancien salarié de station service TOTAL, entamait une grève de la faim pour réclamer justice et réparation du groupe TOTAL. Après plus de 40 jours de jeûne et plusieurs jours d'hospitalisation, il a mis un terme à sa grève de la faim.

En 2001, La station TOTAL de Valkanaers à Gourbeyre est liquidée. Les contrats de travail des 11 salariés auraient dû être transférés au propriétaire du fonds, en l'occurrence TOTAL, en vertu des dispositions de l'article L122-12 ancien du code du travail. TOTAL s'y oppose en déclarant la ruine du fond de commerce. Et le mandataire liquidateur, « en accord avec TOTAL », prononce le licenciement économique des 11 salariés. A l'issue de cette liquidation d'entreprise et de ces 11 licenciements, six d'entre eux décident de se lancer dans la création d'entreprise afin de reprendre l'activité de vente de carburants.

TOTAL s'y oppose et affirme que le fond est en ruine et les bâtiments voués à la démolition. Mais les 6 salariés restent déterminés et créent leur propre société (SODISCA) en 2005 et parviennent à signer un contrat de location gratuite avec TOTAL pour cette même station de Valkanaers.

Dès lors, il n'y a jamais eu de ruine du fonds de commerce mais cessation temporaire d'activités. Les licenciements prononcés sont nuls et TOTAL devait intégrer, indemniser les 11 salariés sur la période 2001-2005. TOTAL n'en fera rien malgré plusieurs interpellations.

Aujourd'hui encore, TOTAL refuse de respecter le code du travail.

Nous le voyons, l'objectif du patronat et de l'Etat reste toujours le même : criminaliser l'action syndicale, diaboliser les syndicalistes, terroriser ceux qui luttent et détruire les acquis sociaux. C'est sens de l'accord National Interprofessionnel et du Pacte de responsabilité.

C'est dans ce contexte que l'Etat Français poursuit sa vendetta contre les travailleurs, contre les syndicalistes. Depuis le mouvement du LKP en 2009, ce sont plus de 90 syndicalistes, pour la plupart membres de l'UGTG, qui sont poursuivis par la justice. C'est le droit pour chacun de revendiquer qui est attaqué, c'est la liberté syndicale qui est en danger.

Charly LENDO est un d'eux. Dirigeant de l'UGTG, il est poursuivi pour homicide involontaire indirect. Il est considéré comme responsable de la mort accidentelle d'un jeune motard en février 2009

Lettre de l'UGTG aux participants au meeting du 19 mai à la Bourse du travail

lors du mouvement du LKP.

Le procès de Charly LENDO a été renvoyé au 20 Janvier 2015. **Nous savons pouvoir compter sur votre soutien et votre solidarité sous la forme que vous jugerez utile ; et cela afin de obtenir la relaxe de Charly LENDO et faire reculer la répression antisyndicale en Guadeloupe et ailleurs.**

Vive la solidarité internationale !

Recevez chers Camarades, chers amis, nos salutations militantes.

Pour l'UGTG

E.DOMOTA

Pointe-à-Pitre, le 18 Mai 2014